

QUEEN
HE
7815
.A5214
no. 6a

TÉLÉCOMMISSION

Étude 6 a)

Télécommunications et participation

Ministère des Communications

TK
5102.5
.C35
6(a) f
c.1

Queen
HE
7815
, A5214
no. 6a

TK1
H10215
C35
6(a)5
0.1

TELECOMMISSION

Rapport N° 6a)

Industry Canada
Library Queen
AOUT 27 1998
Industrie Canada
Bibliothèque Queen

Rapport du Séminaire sur
"Les télécommunications et la participation"

tenu à

l'Université de Montréal
du 3 au 5 avril 1970

sous les auspices

du

Ministère des Communications

et du

Centre audio-visuel de l'Université de Montréal

© Droits de la Couronne réservés
En vente chez Information Canada à Ottawa,
et dans les librairies d'Information Canada:

HALIFAX
1735, rue Barrington

MONTRÉAL
1182 ouest, rue Ste-Catherine

OTTAWA
171, rue Slater

TORONTO
221, rue Yonge

WINNIPEG
393, avenue Portage

VANCOUVER
657, rue Granville

ou chez votre libraire.

Prix: 75 cents N° de catalogue Co41-1/6AF

Prix sujet à changement sans avis préalable

Information Canada
Ottawa, 1971

Ce document est le rapport du Séminaire sur les télécommunications et la participation. Il ne reflète pas nécessairement les vues du ministère des Communications ni celles du gouvernement fédéral et n'engage en aucune façon leur politique.

Le lecteur devra considérer ce rapport comme un document de travail dont la terminologie n'est pas nécessairement celle qu'ont adoptée les auteurs d'autres études de la Télécommission.

Table des matières

<u>Chapitre</u>		<u>Page</u>
1.	Les riches et les pauvres	3
2.	Les exposés	13
3.	Conclusions	30
Annexe A		33
Mandat		35

RAPPORT DU SEMINAIRE SUR LES TELECOMMUNICATIONS ET
LA PARTICIPATION

INTRODUCTION

"Tout ce que veut la société, la technologie peut le lui apporter. Mais que veut donc la société? C'est à vous de nous le dire!" Voilà le pressant appel qu'un ingénieur lançait au séminaire sur les télécommunications et la participation. Tenu à l'Université de Montréal, ce séminaire a rassemblé pendant trois jours quelque 70 participants: des experts en communications, des universitaires, des chefs d'entreprise, des fonctionnaires et de simples citoyens.¹

L'objectif de la réunion consistait à "étudier les moyens susceptibles de développer la technologie et les systèmes de télécommunications en vue d'accroître la participation des individus, des groupements et des institutions... (et) proposer des directives en vue du développement des télécommunications afin que se multiplient les occasions de participation." Dans ce vaste cadre d'ensemble, deux principes ont été déclarés admis au départ, bien que, en fait, tous deux aient été parfois remis en question. Premier principe: "Il est à la fois souhaitable et inévitable que la participation accrue des groupements et des individus se manifeste au stade de l'élaboration des décisions." Deuxième principe: "La technologie des télécommunications" peut être développée de façon à multiplier les occasions de participation."

Les tables rondes organisées à l'occasion du séminaire ont été consacrées à l'étude des sujets suivants: "Aspects politiques"; "Développements sociaux"; "Les Mass Media et la participation"; et "Les techniques de la participation créatrice", autrement dit la participation des citoyens qui ont réellement accès aux moyens de communication. A la suite de ces tables rondes, les participants se sont divisés en petits ateliers et le rapport préparé par chaque atelier a fait l'objet d'une discussion générale lors de la dernière séance plénière.

Le présent rapport est divisé en trois chapitres. Le premier donne une description générale du séminaire ainsi que des

-
1. Les participants comprenaient, par discipline : 6 spécialistes des sciences politiques; 7 sociologues; 6 informaticiens; 2 psychologues; 6 ingénieurs; 4 avocats; 9 radiodiffuseurs; 6 journalistes; 2 réalisateurs de cinéma; 4 enseignants et 10 autres. Vingt-trois d'entre eux étaient francophones bilingues, 13 anglophones bilingues et 26 anglophones.

sujets principaux exposés par les participants aux tables rondes et par les autres conférenciers, des questions et commentaires importants et des discussions et rapports des ateliers. Le deuxième chapitre comporte un résumé des communications qui avaient été commandées et rédigées d'avance² et le troisième chapitre expose les conclusions de la réunion.

Un séminaire réunissant des disciplines multiples, et surtout consacré à un sujet aussi vaste que "les télécommunications et la participation", constitue une entreprise plutôt désorganisée, susceptible de donner naissance à des idées plutôt que d'aboutir à des décisions. L'ingénieur que nous venons de citer n'a jamais reçu les directives qu'il sollicitait, mais la question qu'il a posée a donné le départ à un débat animé et suscité une foule de suggestions intéressantes. Dans ce rapport, nous avons imposé, à certains endroits, un ordre plus logique aux discussions, polémiques et confrontations auxquelles on a effectivement assisté; à d'autres endroits, ce rapport représente une version réelle car la confrontation se distingue par une logique qui lui est propre.

2. On trouvera, à l'annexe A, une liste complète des participants aux tables rondes ainsi que le mandat du Séminaire.

CHAPITRE 1Les riches et les pauvres

Optimistes et pessimistes

Dans une grande ville, il peut arriver qu'un malheureux acculé au désespoir songe à consulter un annuaire téléphonique et à composer le numéro du centre de prévention du suicide. Les spécialistes du centre entrent immédiatement en scène et voilà comment, grâce au téléphone, on réussit quelquefois à sauver des vies humaines. Dans les régions éloignées du Lac St-Jean - Saguenay du Québec, des mineurs, des ouvriers des usines de papier et des mères de famille se lèvent tôt le matin ou se couchent tard le soir afin de pouvoir regarder les émissions de la télévision éducative et pénétrer ainsi dans un monde où ils n'auraient jamais pénétré autrement. A Pond Inlet, dans l'île de Baffin, les Esquimaux exploitent leur propre station radiophonique à l'aide d'un vieil émetteur de 20 watts et prêtent ainsi à leur localité une voix collective.

Voilà des exemples où les télécommunications servent aux citoyens de moyens de participation. Il en est de même des "tribunes radiophoniques" où des personnalités publiques sont amenées à dialoguer avec l'homme de la rue; ou encore des systèmes de télévision par câble dont les canaux de réserve offrent aux collectivités locales et aux institutions l'occasion de diffuser des émissions qui n'auraient jamais été diffusées autrement.

A l'heure actuelle, certains éléments-clés de la technologie des communications (le film, l'équipement audiovisuel, le magnétoscope et le magnétophone) sont offerts à des prix de plus en plus abordables; ils sont d'un maniement de plus en plus simplifié et ils deviennent accessibles à un nombre croissant de personnes. Chaque année, des milliers d'étudiants apprennent les rudiments de la radiodiffusion et de la production cinématographique et s'initient aux mystères de l'informatique. Qu'il s'agisse de caméras ou d'ordinateurs, les nouveaux instruments de communication deviennent familiers à la jeunesse, tout autant que le téléphone, la machine à écrire et le poste de télévision le sont à la génération actuelle.

Ce n'est là qu'un début. Des réseaux nationaux de téléinformatique sont appelés à fournir des renseignements instantanés sur simple demande. Dans la "cité câblée" de l'avenir, l'homme pourra capter ou diffuser des programmes à volonté et il semble que des possibilités illimitées s'offriront à la participation et à l'épanouissement de l'individu. Il n'en reste pas moins que la puissance de la technologie de l'information dans la transformation de notre milieu social,

politique et culturel, ne s'exercera pas forcément dans le sens d'une amélioration, car dans l'état actuel des choses, cette puissance est tout autant susceptible d'étouffer que de satisfaire le besoin croissant de participation des masses.

En étudiant les avantages et les inconvénients possibles de la puissance de l'information, les participants au séminaire se répartissaient dans l'ensemble entre optimistes et pessimistes: d'une part ceux qui croyaient que la technologie de l'information pouvait être mise au service des besoins sociaux; d'autre part, ceux qui estimaient que cette technologie était trop puissante pour être harnachée au moyen de contrôles sociaux ou politiques et qu'elle finirait par nuire à la société. Même si chacun des conférenciers oscillait souvent entre ces deux points de vue opposés, pendant toute la durée des débats, le conflit capital n'a pas cessé de réapparaître et de provoquer un vif affrontement d'idées et, par moments, une véritable confrontation.

Dès le départ, il y a eu désaccord total sur la relation possible à établir entre les télécommunications et la participation. Selon un sociologue, l'attitude optimiste veut que les télécommunications soient susceptibles de créer "une espèce de démocratie à la Jefferson fondée sur la participation sociale et politique", si l'on s'en servait à bon escient. Par ailleurs, le conférencier principal, M. Alan Westin de l'Université Columbia, a soutenu que la réalité du phénomène des télécommunications se trouvait tout à l'opposé de sa promesse apparente. "La technologie de l'information, a-t-il dit, inévitablement fonction de sa complexité et de son prix, est appelée à renforcer ceux qui détiennent déjà la puissance": les gouvernements forts, les grosses entreprises, les gros syndicats, les grandes églises et les grandes universités.

M. Léon Dion, de l'Université Laval, entrevoit les mêmes dangers que M. Westin, mais il les juge encore plus graves. Selon M. Dion, les techniques de l'information accentuent la "prépondérance du gouvernement sur le législatif, l'exécutif et le judiciaire.... En effet, elles amplifient le pouvoir de la parole en même temps qu'elles incitent les agents politiques à se réfugier dans le secret et la technicité."

D'après les pessimistes, les banques de données, que tant de gens prônent, peuvent se présenter comme des armes à deux tranchants, en permettant la création d'une "société cataloguée" où l'homme est jugé d'après sa "fiche d'ordinateur" au lieu d'être jugé d'après sa personnalité. La richesse en information pourrait en fait mener à la "pollution de l'information" et pousser les simples citoyens à fuir l'avalanche de données, d'images et de sons et à abandonner les rênes du gouvernement à une élite qui serait seule à savoir comment exploiter la nouvelle

technologie et à favoriser ainsi "un régime politique de type démago-technocratique", selon l'expression de M. Dion. Et même si aucun technocrate d'inspiration divine ne faisait son apparition, la société serait-elle capable de soutenir le "choc futur" et le bouleversement psychique que lui imposent les perpétuels changements apportés par les nouvelles techniques d'information?

A un niveau légèrement différent, on a prouvé aux pessimistes du séminaire que la technologie est parfois incapable de fonctionner dans le sens attendu. Lors d'une démonstration remarquable présentée par M. Jean Cloutier du Centre audio-visuel de l'Université de Montréal, les participants étaient répartis en trois groupes (anglophone, francophone et bilingue) et reliés entre eux par des systèmes audio-visuels de télécommunications. La plupart des intéressés ont trouvé cette expérience plus décevante que réjouissante et révélatrice tout simplement parce qu'elle était décevante³.

En dehors des déceptions engendrées par l'expérience en question, on pouvait déceler au cours du séminaire une humeur anti-technologique. En fait, l'un des participants s'est dit persuadé que la réunion avait été organisée en vue de tenter une mobilisation en douceur des intellectuels afin qu'ils se fassent les commis-voyageurs de la technologie. "Je ne vais donner ma caution à aucun projet conçu par des agents politiques soucieux de consolider leurs royaumes pourris" clamait ce participant... À l'autre extrême, après avoir entendu une série d'attaques contre la technologie, un homme d'affaires explosait: "Vous n'êtes, s'est-il écrié, qu'une bande d'imbéciles avec vos idées saugrenues qui sont une insulte à l'industrie!"

Un peuple de citoyens égaux

On peut donner une définition simple et précise du mot télécommunications: il veut dire communiquer à distance. La participation est cependant plus difficile à définir. Le sociologue Arnold Rockman conçoit la participation comme "la transmission de messages grâce aux réseaux de communications". Il veut savoir qui expédie ces messages et qui devrait les expédier. Léon Dion, spécialiste des sciences politiques, fait une distinction entre trois grands genres de participation: "la participation d'intégration" que les télécommunications tendent à favoriser dans les sociétés libérales où "les messages de publicité commerciale ou politique...ou les programmes d'affaires publiques, visent surtout à la mobilisation des publics"; la "participation de délégation" qui correspond à la démocratie représentative; et, enfin, "la participation d'engagement" où

3. Un rapport distinct sur cette expérience est en préparation.

tous les membres d'une société, si divers qu'ils soient, apportent une entière contribution. C'est ce dernier genre de participation que les télécommunications devraient viser à stimuler.

D'après le rapport d'un des ateliers, si la participation impose un sacrifice, ce sacrifice n'est "rien en comparaison du prix qu'il faudra payer si l'on manque de favoriser cette même participation". À défaut de participation, une société serait de plus en plus divisée entre les "riches" qui participent et les "pauvres" qui sont laissés à l'écart. L'objectif doit consister à se servir des systèmes de télécommunications pour permettre au citoyen de participer à un niveau jamais atteint depuis la Grèce antique et l'ère des pionniers de la Nouvelle-Angleterre.

"Un peuple composé de citoyens égaux et quasi-égaux qui communiquent pleinement entre eux et de n'importe quel point du pays à l'autre, ne saurait constituer rien d'autre que la société la plus puissante que l'on puisse imaginer", déclarait M. Rockman. Quant à M. Donald Snowden, directeur de l'éducation permanente à l'université Memorial de Terre-Neuve, il estime qu'"un pays qui ne fait pas constamment appel à l'intelligence et à l'expérience collectives de tous ses citoyens comme un acte politique délibéré dans la poursuite du destin du pays est une nation affectée d'une dimension de pauvreté particulièrement déplorable".

Non seulement les télécommunications ont-elles multiplié les occasions de participation, mais elles ont également augmenté la demande, dans la mesure où s'applique la "Loi de Say" car l'offre engendre la demande. En même temps, l'accès aux nombreux systèmes d'information provoque des "déceptions croissantes", a déclaré M. Dale Thomson, professeur de sciences politiques de l'Université John Hopkins. Ces systèmes "offrent des concepts nouveaux et des façons de vivre différentes. Ils minent les valeurs et les normes établies. Ils créent de nouveaux besoins sans les satisfaire et ils ne manquent pas de provoquer du mécontentement...des malaises sociaux et politiques, la mobilisation sociale et politique".

D'après M. Dion, la marche inspirée par les systèmes de communications aboutit à "une révolution politique qui pourrait très bien engendrer une nouvelle civilisation...un humanisme de type nouveau". Les télémédia ou mass média qui transmettent leurs messages au moyen des télécommunications, ont "pris apparemment place parmi les moyens les plus puissants de socialisation..."; ils véhiculent des normes et des valeurs "d'allure post-moderne". Les télémédia, même s'ils sont la propriété des gens âgés, "sont produits pour la jeunesse, sinon par elle... la télévision, en particulier, néglige les adultes et

ignore les vieillards qui ont jusqu'ici déterminé le contenu de la culture, particulièrement de la culture politique de nos sociétés". Aujourd'hui, grâce aux télécommunications, ce sont les jeunes qui ont pris leur place.

Selon M. Dion, l'immense soif spirituelle éprouvée par nos contemporains ne pourra être étanchée par des livres. C'est plutôt "une civilisation de l'audio-visuel (qui) se substitue sous nos yeux à la civilisation du livre".

Dans leur très grande majorité, les participants se sont déclarés d'accord avec ces descriptions de l'impact imprévu et désordonné des techniques d'information. Comme le remarquait le conférencier principal, M. Alan Westin, "nous avons toujours enseigné à nos enfants (à respecter) les institutions traditionnelles - le Président, le policier, le facteur - et ce n'est que plus tard que ces enfants en sont venus à saisir l'élément humain et ses conflits". La télévision a renversé ce processus et elle a glorifié l'individu en conflit. Sans le faire exprès, les média "sont en train d'enseigner à nos enfants que toutes les institutions sont mauvaises".

Tout à fait indépendamment de ses effets accidentels et des répercussions qu'elle produit sur l'environnement, la technologie des télécommunications, peut, cependant, être appliquée délibérément à la création d'une évolution sociale et à l'avènement de progrès politiques. M. Snowden a décrit les projets de développement communautaires de Terre-Neuve et de l'Alaska, où le film et le magnétoscope avaient donné une voix et une conscience à des individus qui n'en avaient jamais eu auparavant. M. Vincent Ross, directeur général de la planification au ministère de l'Éducation du Québec, a décrit l'impact produit par le programme d'éducation des adultes de Tévec qui, dans la région du Lac Saint-Jean-Saguenay, a fait appel à la télévision et aux cartes perforées "sense-a-mark". Et les "tribunes radiophoniques" présentées un peu partout au Canada offrent au public encore une autre occasion de participation. "Ecrire une lettre au rédacteur en chef d'un journal pour se plaindre du conseil municipal, c'est une chose", a déclaré M. John Craine, directeur des services radiophoniques à Radio-Canada. "Mais c'est une autre paire de manches que d'en discuter avec un conseiller municipal en présence de milliers d'auditeurs-témoins".

De nombreuses autres possibilités avancées pendant le séminaire comprenaient des lignes téléphoniques directes qui permettraient aux citoyens de communiquer directement avec les dirigeants, ainsi que des référendums tenus par ordinateur sur des problèmes publics. M. Soucy Gagné, de Sorécom, a proposé des débats télévisés entre les hommes publics, et le prélèvement, au milieu des débats d'un échantillonnage des téléspectateurs (un

spécialiste en informatique a signalé qu'un échantillonnage "instantané" portant sur un nombre considérable d'individus soulèverait d'innombrables difficultés techniques).

Les systèmes modernes de transmission par câbles, capables de mettre à la disposition de chaque foyer entre 40 et 50 canaux de télévision représentent peut-être l'aspect le plus sensationnel de la nouvelle technologie. M. Charles Templeton, vice-président de CTV, prévoit que ces systèmes finiront par devenir "un véritable service public...grâce à la multiplication des canaux disponibles, à l'intensification des programmes locaux et à l'accroissement de la participation du grand public dans le domaine des émissions"; ils serviront aussi bien à accueillir des programmes intéressant des minorités qu'à créer des programmes grâce aux "organisations collectives locales se consacrant à l'éducation, à la politique, à l'art dramatique, aux problèmes des minorités et aux oeuvres de bienfaisance". M. Robert Russel, de "Orba Information" pousse encore plus loin et voudrait que la sélectivité des systèmes de transmission par câbles soit mise au service des "programmes sur demande" qui permettraient aux particuliers de commander leurs films et enregistrements préférés.

Perte de l'unanimité

D'après M. Alan Westin, "la redistribution du pouvoir constitue la question capitale" et de nombreux participants estiment que la meilleure méthode d'aboutir à cette redistribution consiste à décentraliser les techniques de communications: grâce aux "programmes sur demande", à la participation collective à la télévision par câble, à la télévision "civique", aux postes de radio créés par des bricoleurs et entièrement exploités par des groupements locaux, à l'image de ceux qui émettent dans les ghettos de New York. Un moyen parallèle consisterait à procéder à la formation massive du public à l'exploitation des techniques de communications, en vue de promouvoir "une nation de créateurs". Et M. Jean Cloutier de l'Université de Montréal préconise que l'on "démystifie" la technologie.

A quoi aboutirait, cependant, cette décentralisation? Qu'arrivera-t-il aux "épreuves communes," aux "symboles communs" et aux "normes communes" qui servent de fondements à la société?, se demande M. Peter Regenstreif, spécialiste en sciences politiques. "Dans un monde où il existe un poste pour chaque auditeur, est-ce que nous ne réduisons pas le sens collectif qui va de pair avec les épreuves communes? s'est demandé M. Craine. La génération qui accèdera au pouvoir dans les années 1980, ne prendra probablement pas le deuil de ces épreuves subies en groupe. Assistera-t-elle, plutôt, à l'apparition de villes-Etats

dirigées par des formes de gouvernements hautement décentralisées et reliées toutes dans l'isolement?"

Et quel est le degré de décentralisation de cette nature que peut se permettre un pays comme le Canada? Si M. Soucy Gagné souligne "l'importance de multiplier les centres de production de façon à tenir compte des particularités des régions", par contre, M. Roy Faibish de "Bushnell Television" nous avertit que le rapide accroissement des programmes locaux, rendu possible par les systèmes de transmission par câbles, pourrait détourner l'attention que portent les citoyens aux problèmes nationaux et accroître ainsi la puissance des gouvernements locaux au détriment du gouvernement central. "Un réseau national de télévision par câble, déclare M. Roy Faibish, est indispensable à la survie de notre pays".

A ce sujet, le sociologue Arnold Rockman semble avoir des opinions mitigées. D'un côté, il soutient que "l'unanimité ne signifie pas que tous les membres d'un groupe social donné soient d'accord sur la totalité des problèmes. Elle implique cependant que tous les membres ont acquis une certaine "empathie"...cette faculté de se mettre à la place des autres, d'imaginer ce que l'on ressent dans la peau d'un autre et de faire ce que fait cet autre". M. Donald Snowden partage cet avis, car il trouve que les pêcheurs de Terre-Neuve ont pu nettement se reconnaître dans les films sur les vendangeurs américains d'origine mexicaine, et vice-versa.

Cependant, en dépit de l'interprétation qu'il donne au sens du mot "unanimité", M. Rockman déplore le fait que "nos groupes régionaux et linguistiques semblent être désormais plus puissants que notre identité globale de Canadiens. A une époque où nous aurions dû être protectionnistes et isolationnistes, où nous aurions dû dresser des barrières élevées grâce à notre politique nationale des communications, nous avons appliqué une doctrine insensée de laissez-faire". Et M. Rockman s'en prend à l'importation massive des programmes de télévision américains qui constituent, selon lui "un peu plus qu'une invasion du subconscient psychique et, à de nombreux points de vue, une domination coloniale plus oppressive que les formes d'impérialisme connues avant l'avènement des mass média électroniques".

Il est paradoxal de constater cependant que l'afflux massif des programmes de télévision américains ait coïncidé avec une montée du nationalisme canadien. Il semble que plus on connaît l'autre, moins on l'aime. A l'intérieur du Canada même, souligne M. Dale Thomson, "les frictions des groupes linguistiques peuvent très bien provenir des "bonnes" communications plutôt que des communications "médiocres". Il y a un danger grave, aussi bien qu'un grand espoir, que les

Canadiens prennent plus que jamais conscience les uns des autres et de toutes leurs différences. Selon M. Rockman, ce danger - ou cet espoir - pourrait être interprété comme un affrontement entre les valeurs "établies" du Canada francophone et les valeurs "en-voie-de-devenir" de la culture anglo-américaine. "La société canadienne-française voudrait jouir d'une identité complète et pleinement reconnue au sein des sociétés industrielles modernes (qui sont pour la plupart dominées par l'empirisme technologico-utilitaire et le comportement "en-voie-de-devenir" des Anglo-américains) sans perdre pour autant sa propre identité culturelle et historique, fondée sur des valeurs établies".

Le cheval de Troie

Au cours des discussions, de nombreux participants ont souligné que la participation signifie plus que la plénitude dans l'expression personnelle. Loin d'être un simple acte mécanique, elle constitue un rouage vital de l'action politique globale. En définitive, la participation dépend de la volonté politique de la société et non des télécommunications. A l'heure actuelle, les pauvres n'ont pas "droit" à la participation, droit que représente l'accès aux moyens de communications, bien qu'ils aient droit d'accès aux autres services publics.

On parle beaucoup de la "rétroaction" exercée par le peuple sur son gouvernement, mais il s'agit là d'un concept creux à moins que le "droit d'être entendu" ne s'accompagne du droit à voir donner suite aux opinions exprimées. Et M. Vincent Ross de prévenir ses auditeurs que la participation pourrait être un "cheval de Troie": les gouvernements pourraient condescendre à permettre la participation pour calmer le public, mais ils pourraient se rendre compte alors qu'ils ont introduit dans le système une force qui finira par transformer la structure du pouvoir.

La participation pourrait modifier la politique, concède M. Regenstreif, mais non point dans le sens que ses partisans se plaisent à imaginer. "Les partisans d'une participation directe des masses regretteront (un jour) de s'être faits les protagonistes de cette idée", a déclaré M. Regenstreif, non sans déclencher l'une des discussions les plus violentes du séminaire.

En Angleterre, par exemple, un sondage Gallup a révélé que la majorité du public était en faveur du rétablissement de la peine capitale, même si les représentants du peuple au Parlement continuaient à appuyer l'abolition. Si l'on ne donne aucune suite à la volonté du peuple, à quoi sert alors de l'avoir consulté? Et si l'on admettait toujours qu'il fallait suivre la volonté populaire, à quoi rime l'élection des dirigeants chargés de prendre les décisions?

"Nous sommes censés être à l'aube d'une ère nouvelle de démocratie de participation" a déclaré M. Regenstreif; mais "les masses ne peuvent que réagir. En mettant des moyens efficaces au service de la participation des masses, on crée tout simplement un dispositif utile pour vérifier le fonctionnement de l'appareil politique. L'innovation demeure toujours la responsabilité des élites".

D'ailleurs, les nouvelles voies serviraient en réalité les intérêts de ceux qui en auraient le moins besoin. "Les vieillards, les pauvres, les sous-instruits sont si peu habitués à traiter avec le gouvernement", ajoute M. Regenstreif, qu'ils négligeraient les nouvelles occasions qui leur seraient offertes. Si l'on instituait la gratuité des appels téléphoniques adressés à Ottawa, les gens qui paient maintenant pour leurs communications téléphoniques avec les dirigeants, continueraient quand même à appeler ces derniers, mais ils le feraient bien plus souvent, en raison de la gratuité du service.

M. Rockman ne partage pas cet avis. A défaut d'accès à la totalité des moyens de communication modernes, soutient-il, la participation publique sera toujours limitée. "Il n'y a aucun doute que, au Moyen-Age, les corporations de scribes s'élevaient, elles aussi, contre l'idée pernicieuse selon laquelle il fallait enseigner à lire et à écrire à un plus grand nombre de gens." M. Rockman trouve également qu'il est impossible d'épouser les vues de M. Regenstreif, lorsque celui-ci déclare que le développement du flot d'information "peut servir de narcotique plutôt que de stimulant à l'auditeur, au spectateur et au lecteur moyen. Plus on passe son temps à écouter, à lire et à regarder, et moins on dispose de temps à consacrer à l'action organisée. Et le citoyen moyen peut facilement confondre un fait qu'il connaît bien avec le moyen d'agir sur ce fait".

Entre ces deux personnalités, un sociologue et un professeur de sciences politiques, le débat n'a jamais été clos. Et après deux journées de discussions, les participants, dans leur ensemble, n'étaient pas plus proches de l'unanimité qu'ils ne l'avaient été avant le début des séances, même s'ils avaient peut-être eu l'occasion de devenir bien plus nettement conscients de la nature complexe de la révolution provoquée par les communications et des répercussions de cette révolution sur la société.

En essayant de rassurer l'auditoire, M. Charles Templeton a fait observer que "même ceux qui oeuvrent au coeur de cette industrie ne se rendent pas nettement compte de ses ramifications au sein de la société." Et pourtant, nombreux sont ceux qui se rendent compte que nous ne disposons que d'un court et précieux délai pour découvrir ces ramifications. "Les systèmes destinés aux 20 prochaines années se trouvent déjà à

l'état de projets sur les planches à dessin", a lancé M. Don Chisholm de Northern Electric. Pour notre bonheur ou notre malheur, les systèmes en question vont créer leurs propres besoins et façonner leur propre environnement, et nous aurons laissé échapper l'occasion de créer une "technologie inoffensive".

A la dernière séance plénière, certains participants ont maintenu que ce qu'il nous fallait, c'était de décréter un moratoire sur l'introduction des nouvelles technologies (les satellites, le visiophone, les banques de données, les magnétoscopes domestiques) tant qu'on n'en aurait pas déterminé les effets sur l'environnement et que l'on n'aurait pas pris les mesures appropriées, dictées par les circonstances. Cette proposition n'a guère été appuyée; par contre de nombreux orateurs ont souligné la nécessité d'une recherche totale et interdisciplinaire, entreprise probablement par une sorte d'institut des communications, où les nouveaux systèmes seraient expérimentés avant d'être appliqués et leur fonctionnement contrôlé, une fois qu'ils seraient mis en place. Un participant a affirmé qu'il faudrait une prospection du marché pour découvrir les besoins réels et probables de services de communications.

Lorsqu'on a pressé les sociologues de dire ce dont ils avaient besoin "afin que nous puissions créer des systèmes répondant à ces besoins", un sociologue a rétorqué: "Nous ne savons que répondre. Nous commençons à peine à nous poser ces questions", ce qui a provoqué la réplique acerbe suivante: "Vous n'êtes tous que des libéraux, terrifiés par la nature envahissante de la technologie des communications. Vous n'arrêtez pas de poser des questions solennelles, et puis vous secouez la tête en prétendant que vous ne disposez pas d'assez de renseignements pour essayer de répondre à ces questions."

Quelle a été la conclusion de tous ces débats? Celle de M. Dion a recueilli l'unanimité de presque tout l'auditoire: "La communication avec tout son matériel et toutes ses techniques deviendra soit le fossoyeur de notre civilisation, soit le berceau de toute une civilisation nouvelle".

CHAPITRE 2

Les exposés

La technologie nouvelle

A l'intention de ceux qui n'étaient pas familiers avec les ramifications des nouvelles techniques d'information, trois études ont été présentées au séminaire. Par ailleurs, M. Kar Liang, de l'Office national du film, a donné, utilisant plusieurs moyens, une démonstration sur les applications des nouveaux systèmes.

M. R.A. Mason, IBM Canada. Dans notre société, les ordinateurs sont capables d'apporter de "profondes modifications au mode et au degré de participation des individus, qu'il s'agisse de l'action politique, de la planification de notre environnement social, ou de l'enrichissement de la créativité des hommes dans leur travail ou dans leurs loisirs de plus en plus nombreux."

La grande vitesse de calcul des ordinateurs augmente "notre compréhension humaine des conséquences des modes d'action envisagés." Afin qu'un grand nombre d'individus aient accès aux systèmes d'informatique, "le prix des terminaux est d'une importance capitale". "Aujourd'hui on peut louer pour environ \$40 par mois, des tableaux d'affichage vidéo, y compris les dispositifs de commande et les mémoires sur bandes magnétiques. Un terminal audio portatif à clavier ne coûte que 26 dollars par mois et permet à un ordinateur muni d'un dispositif de réponse en audiofréquence de répondre en anglais ou en français à des questions tapées sur le clavier. Il existe de nombreux autres terminaux bon marché, y compris les récepteurs téléphoniques Touch-Tone à clavier. "On peut prévoir que, dans l'avenir, l'individu pourra peut-être communiquer directement avec l'ordinateur grâce à son propre téléphone domestique. D'autres méthodes pourraient mettre à la disposition des gens des centres communautaires équipés de terminaux plus perfectionnés".

Un exemple particulier de l'application des ordinateurs à la prise des décisions est offert par "la simulation des procédés et des phénomènes. En établissant une représentation mathématique d'un système donné et en chargeant l'ordinateur de soumettre ce modèle à des essais, on pourra prédire de nouveaux phénomènes ou déceler des faits nouveaux sur le fonctionnement du système en question, ce qu'aucun autre procédé ne permettrait de faire". "Le Laboratoire de simulation des systèmes urbains du Centre des études métropolitaines de Washington a créé une salle d'essais réservée aux simulations sur l'exploitation des terres collectives; dans cette salle, les protagonistes sont amenés à

déceler les relations mutuelles qui s'exercent dans les systèmes urbains."

La notion de référendums tenus à l'aide d'ordinateurs est certainement séduisante: "Elle évoque le retour possible aux sociétés démocratiques de la Grèce antique". Les problèmes modernes sont toutefois infiniment plus complexes et "notre société subirait une transformation radicale si chacun de nous devait continuellement se préoccuper des détails relatifs à la gestion de cette société". De plus, un référendum lancé sur un seul problème d'ordre public constituerait une entreprise gigantesque. A l'aide d'un ordinateur central capable de traiter 300 appels simultanés provenant des téléphones à clavier, on mettrait cinq heures pour enregistrer les votes de 100,000 électeurs, dont un grand nombre devrait attendre deux à trois heures pour avoir la communication.

M. R.J. Latham, Bell Canada Ltée. Le téléphone est probablement le "mode majeur" dans la participation moderne. Il permet aux gens de "partager un espace acoustique commun", même s'ils se trouvent à des milliers de milles les uns des autres. Au Canada ou dans d'autres pays, un abonné peut partager cet espace commun avec n'importe lequel des 214.4 millions d'abonnés répartis dans le monde.

Parmi les exemples pratiques de participation par téléphone, on peut citer les tribunes radiophoniques. Dans certaines grandes villes on peut rejoindre par téléphone les centres de prévention du suicide. Le téléphone sert également de moyen d'accès aux renseignements enregistrés, depuis les prévisions météorologiques jusqu'aux services des "prières par téléphone" en passant par des cours universitaires. L'Université Sir George Williams dispose d'un système qui permet aux étudiants de téléphoner à la bibliothèque et de suivre des cours de langues enregistrés sur bande magnétique.

Les progrès futurs porteront sur des communications entre correspondants multiples, des téléphones mobiles et des visiophones bidirectionnels munis d'écrans de 5 1/2 x 5 pouces qui "devraient être mis sur le marché canadien au milieu des années 1970". On projette la création d'une liaison vidéo bidirectionnelle sur large bande entre les universités de Boston et de Montréal et Bell Canada étudie la possibilité d'une liaison audio-visuelle bidirectionnelle entre Montréal et Toronto, à l'aide d'une salle de conférences capable de recevoir environ neuf personnes dans chaque ville.

Les téléscripteurs utilisent les lignes téléphoniques; il en est de même des appareils de transmission de fac-similé dont près de 500 sont actuellement en service au Canada. Le couplage des ordinateurs et des télécommunications

(téléinformatique) est en train d'ouvrir des domaines entièrement nouveaux. Et, à mesure que s'accroît la communication entre toutes les parties du Canada, l'aspect bilingue du pays prend une importance de plus en plus marquée. "Dans un avenir plus ou moins rapproché, on aura certainement la possibilité de faire traduire les communications téléphoniques grâce à des dispositifs automatiques - par exemple à l'aide d'ordinateurs commandés par l'un ou l'autre des correspondants".

M. John de Mercado, Ministère des Communications. La "cité câblée" de l'avenir sera une cité munie d'un système total de communications, "où "total" signifie que le nombre de services que peut assurer le système n'est limité que par l'imagination et le budget de l'abonné" et non par la technologie dont on disposera.

Grâce à un système commuté de câbles coaxiaux, assurant une foule de services audio, vidéo et données, la réalisation de la "cité câblée" pourrait devenir possible dans 15 ans; un projet pilote de développement urbain entièrement câblé pourrait être exécuté d'ici cinq à six ans. Parmi les services qui pourraient être offerts, on peut citer le fac-similé, la lecture des compteurs, les achats sans quitter la maison, les programmes de télévision sur demande, la formation programmée, le visiophone, les opérations bancaires électroniques, les communications à grande vitesse entre abonnés et ordinateurs, etc.

C'est le prix qui constitue le problème capital car il "tend à s'accroître exponentiellement en fonction du nombre de services". En effet, un prototype de réseau d'une cité câblée coûterait à peu près trois fois plus cher que les réseaux actuels et de téléphone et de télévision par câble.

Les aspects politiques de la participation

M. Dale C. Thomson, de l'Université John Hopkins. Les communications ont fait voler en éclats les barrières qui séparaient jadis les disciplines universitaires traditionnelles. "Il est inconcevable, par exemple, d'entreprendre une étude sérieuse sur les communications et la politique, sans posséder une certaine compétence en sociologie, en psychologie, en linguistique, en mathématiques, en informatique, en anthropologie et dans quelques-unes des sciences naturelles, y compris la biologie, l'écologie et la physique".

"Nous vivons dans un système de communications omniprésent, élastique et global...Il convient de considérer la société humaine comme un réseau immense et complexe, sillonné de toutes parts par un nombre infini de messages; autrement dit, il s'agit d'un phénomène complexe et dynamique".

"David Easton a conçu un modèle d'administration politique consistant en un système d'entrée et de sortie, où les interactions se manifestent aussi bien au sein de la société qu'en relation avec l'environnement social. La notion de rétroaction dont se sert Easton est entrée dans le langage courant. Étudié sous cet angle, le processus de prise de décision peut être traité de flot d'information, comportant les diverses phases d'influx, de perception, d'évaluation, de recommandation et d'application". Le gouvernement devrait se préoccuper de toutes les étapes parcourues dans ce processus: obtention des renseignements servant de base aux décisions à prendre, évaluation précise de cette information, surveillance de l'exactitude du résultat obtenu de ce renseignement et de la rétroaction appropriée.

L'usage qu'un gouvernement fait d'un réseau de communications dépend de la connaissance qu'il a du sujet et également de la "couleur" politique de ce gouvernement. Un gouvernement totalitaire essaiera de contrôler les voies d'accès et de diriger le flot d'information, flot qui émanera surtout du centre de la puissance politique. Un gouvernement plus démocratique permettra des entrées supérieures aux sorties quant au nombre des messages. Et il disposera, bien entendu, d'un réseau bien plus compliqué.

"Il semble que les hommes politiques soient tentés de contrôler le nombre et la nature des voies de communications. Information Canada en est un exemple, ainsi que le projet d'un réseau national de communications par satellite. Ce n'est pas sans raison que les gouvernements du Canada et du Québec se livrent une lutte pour accéder au contrôle des voies de communications". Cependant, même si les gouvernements peuvent agir sur les modes de communications et même s'ils agissent effectivement dans ce sens, il existe des limites "nationales" à leurs possibilités d'action dans ce domaine.

Le défi que doit relever un organisme tel que le ministère des Communications "est de déterminer dans quelle mesure il peut et doit influencer les moyens de communications dans l'intérêt du pays". Le ministère risque d'être "dirigé par des hommes surchargés de travail et ce qui m'inquiète personnellement, c'est que ces messieurs n'auront ni le temps ni les moyens de comprendre le phénomène des communications au Canada". La recherche présente une importance capitale et "je voudrais prier le Ministre de ne pas négliger cet aspect de l'activité de son ministère. Les communications constituent un nouveau terrain de recherches et il y a beaucoup à défricher. La plupart des problèmes...n'ont pas encore été explorés. En fait la plupart des questions n'ont même pas encore été posées".

Les nouveaux systèmes de communications transforment le milieu social et politique qui les entoure et mènent au "malaise social et politique, à la mobilisation sociale et politique". En face de cette situation, le dirigeant avisé s'empresse de moderniser le système et de s'assurer que les voies de communications aboutissent à tous les secteurs de la collectivité nationale. Le leader démocratique avisé essaiera de s'assurer que les communications se transmettent dans les deux directions.

"Il est tentant d'appliquer ces observations d'ordre général à la scène politique actuelle au Canada et notamment à celle qui se déroule au Québec. Voilà le domaine par excellence où doit être entreprise une recherche fructueuse pour les Canadiens".

M. Peter Regenstreif, de l'Université Rochester. "Nous sommes censés être à l'aube d'une ère nouvelle de démocratie de participation... (une) ère politique des temps nouveaux". Certes, la technologie de la télévision, de la radio, de la presse, du téléphone, de l'informatique, rendra possible une participation plus grande dans la formulation d'une politique et un contact plus étroit entre les dirigeants et le public. Cependant, "il y a de nombreuses raisons de douter que la nouvelle technologie donnerait au public un rôle différent de son rôle actuel".

On devrait faire une nette distinction entre l'existence d'une technologie nouvelle et son application effective. Les ministères ne se sont presque pas servis des méthodes actuelles de recherches par sondage. Bien qu'elles reviennent cher, ces méthodes ne seront "jamais aussi coûteuses, en définitive, que le fait de ne pas disposer des renseignements obtenus grâce à ces techniques". Les députés refusent toujours que les débats de la Chambre des Communes soient télévisés. "On n'a pris aucune disposition spéciale - on n'a même pas fait de suggestion à ce propos - pour instaurer des communications téléphoniques gratuites entre les citoyens du Canada et leurs représentants à la Chambre; même le service des postes n'est pas exploité à fond". Peu nombreux sont les Canadiens qui sont au courant de la franchise postale des lettres adressées à leur gouvernement à Ottawa.

La technologie nouvelle est coûteuse, d'où son emploi limité. Elle est également compliquée et il s'ensuit une nouvelle restriction. "Des liaisons téléphoniques directes avec les ministères nécessiteraient des modes d'emploi spécialisés et cet aspect réduirait automatiquement le nombre de citoyens qui seraient capables de s'en servir. Si les communications étaient enregistrées au moyen d'un dispositif d'informatique quelconque, le seul avantage qu'elles auraient sur les communications par lettre serait la facilité relative avec laquelle le public pourrait placer ses premiers appels et les appels suivants. En

tcus cas, il y a des chances que la bureaucratie soit incapable de travailler sans paperasse".

Au premier chapitre, nous avons parlé des doutes que M. Regenstreif entretient sur le nombre de personnes qui exploiteraient les nouvelles voies pour apporter leur participation. Nous avons également mentionné que M. Regenstreif appréhende que le résultat de la participation dans les problèmes d'ordre public ne soit tout à l'opposé de ce qu'espèrent les nombreux avocats de la participation des masses.

M. Regenstreif croit qu'"un certain sens de la collectivité politique représente l'un des fondements les plus solides d'un système politique" et c'est pourquoi il affirme qu'"il est encore possible de se montrer circonspect devant la prolifération des voies de communications". Celles-ci pourraient répondre aux "critères individuels, mais elles vont également à l'encontre d'un besoin d'épreuves communes subies par la collectivité".

"Un domaine qui se rattache au problème ci-dessus est celui que Paul Lazarfeld et Robert Merton ont appelé le 'dysfonctionnement narcotique', que nous avons également décrit au premier chapitre. "Je crois que c'est ce qui s'est produit parmi les Canadiens anglais de Montréal à propos de leurs relations avec les Canadiens français."

En conclusion, "je ne crois pas qu'une participation accrue du public soit une panacée". Il ne faut pas croire que l'application des diverses technologies telles que le téléphone, la télévision, le sondage produira forcément une meilleure participation. Les nouvelles voies donneront cependant au public une occasion de réagir aux politiques, instaurées comme toujours, par de petits groupes puissants.

Prof. Léon Dion, de l'Université Laval. "Les communications ne constituent qu'un aspect - et peut-être un aspect relativement secondaire - de la communication. La conséquence la plus remarquable de la "révolution des communications" survenue depuis cinquante ans a été, non pas de substituer au type traditionnel - interpersonnel - de communication un autre type - la communication à distance - mais bien plutôt d'ajouter le second type au premier et par là d'accroître énormément le poids du premier type."

Au chapitre premier, nous avons signalé les différents genres de participation analysés par M. Dion. On devra mettre les télécommunications au service de "la participation d'engagement" et pour permettre la réalisation de cet objectif, "le principal problème auquel il faut s'attaquer de toute urgence" est "la scandaleuse sous-exploitation sociale des

possibilités actuelles des télécommunications". "La véritable question consiste...à se demander si les sociétés libérales sont disposées à convertir les média de communications en instruments essentiels de la mécanique socio-politique".

"De tous les facteurs de changement en action depuis un siècle, c'est l'avènement des télémédia qui a probablement le plus puissamment contribué à bouleverser l'univers immémorial de l'homme", "... les notions de distance et de mobilité géographique, sociale et psychique ont pris un sens absolument nouveau... Il est probable que, sous l'influence du nouvel environnement, les structures de base de la personnalité subissent de profondes mutations".

Comme nous l'avons dit au premier chapitre, le professeur Dion estime que, dans une démocratie, les télécommunications accentuent le pouvoir du gouvernement. "Et ce n'est certes pas en portant à la télévision les débats parlementaires ou judiciaires qu'on rétablirait un certain équilibre entre les grandes fonctions politiques". Quelque puissants qu'ils soient, les télémédia affectent de façons différentes les différentes catégories de la population. Pour les personnes âgées, "la télévision a surtout l'effet d'un soporifique qui rend moins longue l'attente de la mort !". "Par contre, pour les jeunes, le disque, la radio, la télévision représentent des moyens aussi naturels de formation que l'étaient la famille et l'école pour les générations antérieures."

Dans le monde moderne, l'écart entre jeunes et adultes "ne constitue pas (la)...manifestation d'un "conflit de générations". Il est d'abord attribuable au fait qu'un humanisme - sinon une humanité - de type nouveau est en train de naître et qui saborde toutes les valeurs reçues."

Le phénomène de la contestation paraît imputable dans une large mesure aux télécommunications, "pour autant... que ces derniers véhiculent et cristallisent la révolution des "frustrations croissantes", prélude possible d'une révolution politique qui pourrait engendrer une civilisation nouvelle".

Notre responsabilité sociale est "d'une ampleur telle que tous les pays et les Nations-Unies elles-mêmes devraient décréter problème d'urgence planétaire tout le secteur des télécommunications". Si nous nous refusons à "résoudre la crise d'humanisme imputable dans une large mesure aux télémédia, nos efforts sont sans objet et nous colloques ne sont que palabres".

Les implications sociales de la participation

M. Arnold Rockman, de l'Université York. Comme nous l'avons dit au premier chapitre, M. Rockman définit la participation par la transmission des messages au moyen des réseaux de communications de la société et il se préoccupe des expéditeurs des messages.

"Etant donné que les mass média sont organisés à l'image des industries", les personnes qui paraissent à la radio ou à la télévision, ou qui introduisent des données dans un réseau d'informatique, sont censées avoir une certaine compétence professionnelle qui manque aux simples "destinataires" des messages. Et les personnes qui "organisent" les messages de sortie sont tenues d'avoir des talents encore plus grands.

Les expéditeurs et les organisateurs des messages sont issus, dans leur grande majorité, de la classe moyenne; ils propagent le style de vie de cette classe. "Un grand nombre de personnes qui pourraient très bien organiser ou expédier des messages intéressants et importants par l'entremise des réseaux, ne se voient jamais offrir la possibilité de le faire."

L'indentité de ceux qui conçoivent ou expédient des messages est d'une importance particulière dans le cas des mass média qui sont en majorité bourrés de programmes produits par les réseaux américains et où se retrouvent les valeurs ayant cours dans la classe moyenne des Etats-Unis. "A l'heure actuelle, les média canadiens se trouvent dans une situation qui diffère à peine d'une certaine invasion psychique du subconscient... Le nouvel impérialisme s'exerce grâce à Bonanza et aux publicités des boissons gazeuses, grâce aux comédies de situations... grâce aux mélodrames, grâce aux opéras sur les aventures spatiales, qui sont tous si habilement agencés (au sens technique) que les gouvernements ne peuvent guère se rendre compte de tous les effets que ces programmes sont susceptibles de provoquer sur les populations au cours des 50 prochaines années."

Le chapitre premier traite de l'inquiétude exprimée par M. Rockman à propos de l'identité canadienne. "Etant donné la situation actuelle des mass média au Canada, de nombreux Canadiens se sentent plus facilement en affinité avec les habitants des Etats-Unis ou ceux du Nigeria".

Souvent, la violence constitue le moyen de communication choisi par les gens qui estiment que toutes les autres voies légitimes sont bloquées. "On pourrait affirmer que la plupart des Canadiens anglophones se préoccupaient à peine de l'aspiration des Canadiens français à la reconnaissance entière de leur indentité avant que la fameuse bombe n'ait explosé dans une boîte aux lettres de Montréal. Avant cet événement, combien

de fois avait-on entendu et vu des Canadiens français sur les réseaux anglais de radio et de télévision? Et lorsque les Canadiens français y paraissent effectivement, est-ce qu'on les présentait comme des partenaires égaux ou comme de "touchants partisans d'une tradition rurale dépassée?"

Etant donné ce qui précède, on peut avancer certaines propositions concrètes:

- a) "Dans une "société en-voie-de-devenir" comme la nôtre, certaines puissantes identités personnelles s'imposent grâce à l'action et grâce au désir d'aboutir de plus en plus à un "objectif" précis...Nous avons commencé à peine à nous intéresser aux possibilités offertes par une société où un nombre de plus en plus élevé d'individus - quel que soit le revenu, l'âge, la classe sociale et les autres variables sociales qui caractérisent ces individus - sont capables de découvrir leur individualité et leur identité personnelle grâce à une libre exploration de leur environnement symbolique". Dans le cadre de projets expérimentaux, on pourrait charger de très jeunes enfants de télécommander des caméras et des dispositifs de commutation pour la sélection des images télévisées. Ou encore on pourrait permettre aux enfants de "publier" leur propre journal au moyen de machines à écrire, d'écrans et de hauts-parleurs commandés par ordinateurs, à titre de jeu".
- b) Nous sommes habitués à l'idée de vivre dans une "société libérale" où la plupart des gens peuvent lire et écrire. Mais la "formation électronique" ou la faculté de "lire" des images et des sons est désormais monnaie courante; on devrait également enseigner à la plupart des gens à "écrire" électroniquement. Pourquoi ne pas créer sur tout le territoire une chaîne de studios de télévision réservée aux citoyens, où n'importe qui peut présenter ou produire sa propre émission qui serait enregistrée sur magnéto et diffusée ultérieurement au niveau local ou national? Pour des raisons d'économie, il faudrait avoir recours à des studios télécommandés.
- c) "Les villes ne cessent de faire voler en éclats les carcans imposés par des frontières politiques démodées... et nous aurions besoin d'une expérience et d'une recherche créatrice dans l'emploi des média de diffusion pour le développement de

l'esprit de loyauté collective, de la participation et de l'organisation sociale au niveau du quartier et de la circonscription... ce qui pourrait contribuer à combattre le sentiment d'isolement et d'impuissance politique qui se manifeste de plus en plus parmi les masses urbaines des zones industrielles."

- d) Si nous voulons une "nation de créateurs" et d'expéditeurs de messages et une société qui encourage la plus large expression de l'individualisme, nous devrions étudier toutes les possibilités qui nous sont offertes. Il est possible que nous ayons besoin d'un institut de recherches en communications placé sous les auspices du gouvernement fédéral et susceptible d'entreprendre des recherches actives dans les domaines en question."
- e) Il faudra soumettre à une révision radicale la méthode de financement actuelle des mass média. Une solution à ce problème consisterait à prélever une "taxe sur tous les messages publicitaires, quel que soit le moyen utilisé pour les transmettre."

"Les répercussions politiques et sociales de ces propositions (pourraient) mener à une vaste décentralisation du pouvoir (et créer) une nation composée d'individus égaux ou appelés à le devenir qui communiqueraient intégralement entre eux et d'un bout du pays à l'autre".

M. Donald Snowden, de l'Université Memorial. "La façon dont la société exploite les ressources humaines dont elle dispose est tragiquement insuffisante. On y décèle en abondance de l'indifférence, de l'hostilité, des frictions et de la polarisation car les citoyens ne semblent pas trouver les occasions appropriées pour apporter une participation valable à l'élaboration des décisions qui affectent leur vie".

"Ces décisions concernent le mode de vie des citoyens et le lieu où ils vivent." Nous avons la preuve qu'une effarante centralisation est devenue la norme servant à mesurer la dimension de la vie au Canada. Mais cette norme "n'est pas compatible avec la sauvegarde des valeurs et des traditions qui restent toujours valables et importantes aux yeux des nombreux Canadiens qui vivent à l'écart des centres nerveux de notre pays."

La participation des populations rurales n'est pas forcément plus urgente que celle des populations citadines. Et pourtant "les populations rurales sont convaincues qu'elles sont

trop éloignées des centres nerveux, des centres de communications, d'élaboration des décisions et de gouvernement." Elles croient que des développements coûteux et des programmes de redressement destinés à leurs régions sont établis et appliqués en leur nom sans qu'ils aient eu l'occasion d'apporter leur "participation valable" au stade de l'élaboration.

Nous disposons désormais des moyens susceptibles d'assurer une participation réelle. "Mais l'une des anomalies de la vie canadienne, c'est que ce qui représente un moyen simple aux yeux du ministère des Communications est utilisé comme arme par d'autres organismes qui recommandent la politique et qui mettent au point et appliquent les programmes destinés aux Canadiens. Ces organismes n'ont pas toujours eu des antécédents brillants dans la recherche de la participation et dans la façon d'accueillir cette participation."

Le film constitue l'un des moyens de communications qui a servi à encourager les citoyens à la participation. C'est l'Office National du Film qui s'en est servi le premier, en collaboration avec l'Université Memorial dans l'Ile Fogo, petite Ile de 4,000 habitants qui souffre de dépression économique. "Cette technique comprend des prises de vue plongeantes de la collectivité, telle que celle-ci se voit elle-même, en insistant sur les personnalités et non sur les problèmes... Chaque individu filmé a la prérogative de refuser la permission de représentation à tout ou partie de ce film". Une fois terminés, les films sont projetés partout dans la localité et, après y avoir été approuvés, ils sont présentés ailleurs et notamment "là où réside le pouvoir".

Dans certains cas, il semble que les films en question aient contribué à produire une action positive aussi bien de l'extérieur qu'à l'intérieur de la localité, car ils ont fait ressortir les problèmes d'intérêt commun et souvent les premiers pas vers la solution. Sur l'Ile Fogo, un résultat pratique a été la création du tout premier chantier naval coopératif de la province.

Un projet à peu près similaire, comprenant des enregistrements magnétoscopiques, a été exécuté en Alaska. Avant l'introduction de mesures législatives sur le développement rural, des bandes portant sur les lois prévues étaient projetées dans les localités rurales de l'Alaska. Les discussions qui en ont résulté étaient, à leur tour, enregistrées et projetées devant les législateurs. Afin de généraliser cette méthode, il a été proposé de fournir l'équipement magnétoscopique à quelque 200 villages de l'Alaska, afin que les citoyens puissent préparer et échanger leurs propres programmes éducatifs.

Les expériences menées en Alaska devraient être également entreprises dans le Nord canadien qui souffre des mêmes "effets débilissants dus au manque de communication". Mais "la participation est dénuée de sens si ceux qui participent ne sont pas bien équipés pour participer" et, jusqu'ici, les gouvernements n'ont déployé que des efforts ridiculement limités pour équiper leurs citoyens et leur permettre ainsi d'oeuvrer utilement dans une fructueuse association avec les dirigeants, les planificateurs et les technocrates."

M. Vincent Ross, du ministère de l'Éducation du Québec. Tévec, constitue un programme expérimental de 48 semaines, entrepris par le gouvernement du Québec dans le domaine de l'éducation audio-visuelle. Commencé en juin 1968, ce programme avait pour objectif principal d'enseigner certaines matières de base, jusqu'à la neuvième année, à la population adulte de la région du Saguenay-Lac Saint-Jean. Le programme en question était également destiné à "encourager la population adulte à participer au changement et au développement social en la sensibilisant aux réalités du monde contemporain." En résumé, Tévec, visait à "favoriser la transformation des attitudes, l'ouverture d'esprit, la "modernité psychologique" tout autant que l'acquisition systématique de connaissance de base."

Tévec offrait des programmes télévisés quotidiens et hebdomadaires. Des cartes I.B.M. "Sense-a-Mark" servaient à évaluer les réponses fournies aux questionnaires pédagogiques et de recherche. De plus, des comités consultatifs régionaux et locaux constituaient des structures d'animation et de participation. Les "télé-clubs", organisés par les clubs locaux, tenaient des séances de discussion à partir des programmes hebdomadaires, alors que les centres de révision servaient de points de contact personnel entre élèves et enseignants.

"La participation n'est... pas un effet produit mécaniquement par une communication sur un public préalablement inerte, mais intervient au contraire comme un facteur actif au moment même de la réception des messages et de l'exposition sélective aux média. Une action concertée de communications qui se donne pour objectif d'instruire un public hétérogène à l'échelle d'une région doit d'abord mobiliser ce public, c'est-à-dire l'inciter à modifier ses routines d'activités quotidiennes au degré requis pour intégrer dans ces dernières une activité nouvelle."

En vue de mobiliser les habitants de la région du Saguenay-Lac Saint-Jean, on a lancé une campagne publique sur les ondes de la radio et de télévision avant de procéder à la première émission éducative. Cette opération a démontré la nature "en deux étapes" des communications; en effet, la publicité même n'a pas "provoqué directement la décision des

adultes de s'inscrire à Tévec. Au contraire, la décision de s'inscrire (ou non) était prise au terme d'un processus informel de consultation de l'adulte intéressé avec toutes les personnes qui, dans son entourage proche, se sentaient solidairement concernées par le bien-fondé ou les conséquences éventuelles de sa décision. Dans ce processus les "leaders sociométriques (ou leaders de l'opinion) semblent avoir joué un rôle médiateur important." Cette communication en deux étapes a été appliquée pendant toute la durée de l'expérience Tévec et les personnes inscrites aux cours se fiaient aux encouragements de leurs voisins et amis pour continuer à suivre ces cours.

On peut tirer un certain nombre de conclusions du succès obtenu par Tévec et de l'expérience elle-même:

- 1) "Il est important d'explorer davantage l'ensemble du processus de mobilisation de divers publics: télécommunications, organisation décentralisée, amplification et censure dans les micro-milieus, première décision individuelle, phase d'exploration critique, seconde décision de participation ou de retrait, etc."
- 2) Les systèmes multi-média munis de voies de rétroaction semblent présenter des avantages certains, pour mobiliser et maintenir la participation d'un public à une programmation de contenus "sérieux" ou "exigeants" sur le plan culturel, par rapport aux systèmes de télécommunications à sens unique. La recherche et les applications pratiques futures (en particulier les systèmes techniques présents et futurs) devront explorer les implications différentes des modules de rétroaction plus ou moins "instantanée" ou "différée".
- 3) Un programme comme Tévec entraîne des modifications de la routine domestique et des activités quotidiennes dans les foyers participants: les heures d'écoute venaient très tôt et très tard dans la journée. Il sera important que des programmes de recherche soient menés pour mieux connaître la nature et le degré des changements que la mobilisation entraîne dans les routines de la vie quotidienne.
- 4) Il faudra suivre de façon continue les résultats quantitatifs et qualitatifs de la participation (stimulée par des systèmes multi-média), en particulier de son extension aux processus socio-culturels et politiques plus larges.

Les Mass Média et la participation

M. Soucy Gagné, de Sorécom. Il ne s'agit plus de déterminer si la participation est bénéfique ou non, mais d'"inventer les moyens de rendre cette participation fonctionnelle".

"Si j'adhère à l'idée de faire participer plus de groupes, plus d'individus, à la vie communautaire par le truchement des mass média, c'est que, d'une part, je fais assez confiance aux humains pour penser qu'ils utiliseront ces média de façon fonctionnelle et que, d'autre part, je crois à la valeur d'action des mass média (comme instrument soit d'initiation, soit de renforcement, soit de changement, soit encore de catharsis); j'ai la conviction que les mass média ont été plus qu'il ne faut, sous le contrôle d'une minorité qui s'en est servi pour renforcer ses positions privilégiées."

Il est bien entendu qu'un nombre d'individus, plus élevé que jamais, expriment des opinions par l'entremise des mass média; cette participation se fait "cependant à l'intérieur d'une structure qui ne recherche pas la participation dans une perspective de démocratisation" ni comme une fin en soi. Etant donné que les stations de radio et de télévision sont soumises aux règles commerciales, "elles ont dû inventer une participation d'un certain type"... "La liste serait longue des témoignages de ceux qui n'ont pas pu s'exprimer par les mass média." En effet, "il faut avoir des sous pour exercer son droit d'expression, son droit à se faire entendre".

Le nombre croissant des systèmes de télévision par câble offrira aux divers groupes une meilleure occasion de s'exprimer sur des sujets de leur choix. Les petits centres de production de programmes encourageront "des formes d'identifications localisées de nature à multiplier les occasions de participer plus intensément à toutes les formes de la vie régionale".

"L'utilisation conjointe de plusieurs moyens techniques tels le téléphone, la radio ou la télévision, les cerveaux électroniques, vient donner une nouvelle dimension aux possibilités de participation non seulement de petits groupes mais aussi de toute une communauté." Pendant un débat télévisé portant sur un problème d'ordre public, un échantillonnage représentatif de la population pourrait participer à un référendum par ordinateur et créer ainsi une participation plus vaste et contribuer dans une large mesure à améliorer la qualité du débat public.

L'accroissement de la participation civique et l'accès de plus en plus facile aux moyens de télécommunications sont tous deux inévitables. Mais nous devons nous préparer pour l'avenir.

"Il m'apparaît évident que, pour une part, l'interdépendance entre l'éducation et les moyens techniques de diffusion est telle qu'il faudra bientôt trouver des modèles cohérents en vue de l'introduction progressive de ces moyens dans tout le processus d'apprentissage."

M. John Craine, de Radio-Canada. La radio-télévision est en train d'atteindre l'âge de la "prospérité technique". Les publics sont en train de se fragmenter et le "concept de grand public doit être redéfini."

En télévision, le développement de la télédiffusion par câble apporte des changements qui se sont déjà produits dans le domaine de la radio. A Los Angeles, on a le choix entre 108 stations et à New York, entre 63. "Les personnes chargées de l'élaboration des programmes radiophoniques ont presque abandonné l'idée de s'adresser à tout le monde; elles essaient plutôt d'identifier un domaine d'intérêt particulier qui soit assez imposant pour attirer une minorité suffisante", phénomène qui rappelle la tendance à la spécialisation qui se manifeste dans les revues.

"Etant donné que la plupart des gens croient qu'un grand choix de solutions contribue à améliorer la qualité de la vie, nous pouvons prévoir une accentuation de cette tendance". Mais peut-être "allons-nous perdre quelque chose en cours de route. Dans un monde où il y a presque un poste pour chaque auditeur, est-ce que nous ne réduisons pas le sens collectif qui peut provenir de l'expérience commune?"

La radio a également poussé la télévision dans l'âge des communications bidirectionnelles. Environ 100 postes canadiens offrent des tribunes radiophoniques et même si la qualité de ces programmes est très diverse, il n'y a aucun doute qu'ils ont fourni à l'auditeur moyen une forme de communication bidirectionnelle qui ne ressemble à aucune forme inventée auparavant. "Dans les cas où le degré d'instruction soulève des problèmes, la tribune radiophonique offre peut-être le seul moyen d'expression dont disposent les milliers de gens qui seraient tout à fait incapables de rédiger une simple lettre".

Les tribunes radiophoniques sont cependant d'une efficacité limitée: la plupart ont été créées à l'échelle locale et elles semblent être des plus efficaces dans l'étude des problèmes locaux; par exemple à admonester les conseillers municipaux qui ne s'occupent pas comme il faut du déneigement. Il reste à voir si cette sorte d'émissions peut offrir à l'auditeur l'occasion de participer à la solution des problèmes de plus grande envergure".

La "radiodiffusion amateur" représente un progrès encore plus intéressant. A Pond Inlet, sur l'île de Baffin, les Esquimaux de la région diffusent leurs propres programmes grâce à un vieil émetteur de 20 watts qui leur a été donné par Radio-Canada. L'hiver dernier, un groupe de jeunes Indiens Ojibway du nord-ouest de l'Ontario entreprenait un projet appelé "Kenomadiwin" et se servait de la radio comme moyen de développement collectif. Les universités du Canada exploitent de plus en plus des postes de radio étudiants, à faible puissance ou en circuit fermé. Dans les ghettos des grandes villes américaines, les groupes locaux disposent de petits émetteurs installés dans les vitrines des magasins abandonnés, diffusent dans les limites de leur propre pâté de maisons et y sont encouragés par la "Corporation for Public Broadcasting".

"Nous devons commencer à former une nouvelle génération d'auditeurs activistes... Nos jeunes écoliers devraient apprendre les techniques simples qui leur permettront de faire connaître leurs opinions par l'entremise des mass média. Et surtout ils devraient apprendre à critiquer. Munis des rudiments de la radiodiffusion - et renseignés sur ses limites et ses possibilités - ils devraient avoir la formation voulue pour tirer les meilleurs résultats de cette technique".

M. Charles Templeton, de CTV Ltd. "La télévision est la dernière-née des grandes technologies; elle peut également être la plus importante. Pour notre bonheur ou notre malheur... elle touche directement davantage de vies que n'importe quelle autre invention de l'homme." Et pourtant on ne connaît presque rien des répercussions sociales de la télévision.

"L'industrie se trouve dans un état d'influx, et les forces qui s'exercent aussi bien sur la technologie que sur les programmes sont bien plus puissantes qu'elles ne l'ont jamais été depuis la création de cette industrie... le matériel d'enregistrement et de reproduction automatisé permettra de constituer dans les foyers des bibliothèques électroniques constamment à portée de la main. La normalisation à l'échelle planétaire des systèmes de balayage et de couleurs est inévitable. Les récepteurs muraux et tri-dimensionnels ne constituent plus de la science-fiction. "La télédiffusion par câble deviendra un véritable service public; elle améliorera la réception des images, multipliera le nombre de canaux disponibles, intensifiera la programmation locale et accroîtra la participation du grand public aux émissions". Il n'y a guère de doute qu'un "troisième réseau", créé par un consortium des entreprises de télédiffusion par câble verra le jour au Canada.

"La programmation des actualités se développera dans des proportions fantastiques. Les caméras de télévision seront capables de se rendre partout où l'homme peut aller". Le grand

bond en avant de la télévision éducative, attendu depuis longtemps, enrichira les programmes et ainsi permettra aux gens de se cultiver en plus de s'instruire. Il contribuera à remplacer "la créativité et la satisfaction" que l'homme moyen retirait autrefois de son travail. Il y aura une augmentation dans le nombre des programmes d'"évasion" qui aident à "soulager la tension accumulée" et par ailleurs un rôle plus important sera dévolu aux nouvelles, à l'information et aux affaires publiques.

Une nouvelle variété de programmation émergera de la croissance de la télévision par câble. Les événements et les individus qui ne sont pas actuellement couverts par la télévision publique ou commerciale "fourniront les thèmes de programmes quotidiens destinés à des publics limités en nombre". Chaque fois que les exploitants de la télévision par câble ont fait appel à leur collaboration, "les organismes éducatifs, politiques et ethniques, le monde du spectacle et les oeuvres de bienfaisance se sont engagés avec empressement à participer à la préparation et à la présentation même des programmes".

CHAPITRE 3

Conclusions

Comme il s'agissait du premier d'une série de séminaires, la réunion tenue à Montréal s'est parfois écartée de ses objectifs pour céder à la polémique et à la dialectique. Elle a quand même fait ressortir plusieurs thèmes bien définis:

Nous sommes à "l'âge des communications". La combinaison entre la technologie des média et celle de l'information pose un défi aux valeurs traditionnelles, aux institutions et aux structures du pouvoir et elle peut même s'attaquer aux "fondements de la personnalité". Le phénomène de la participation, c'est-à-dire le désir d'un nombre de plus en plus élevé de citoyens de participer à l'élaboration de la politique qui les concerne directement, constitue l'un des principaux produits de cette puissance explosive et particulièrement déchaînée. Ce phénomène est causé à la fois par la "révolution des frustrations croissantes" et par les occasions infiniment plus nombreuses de participation directe, créées par la nouvelle technologie.

La participation n'est cependant pas une panacée instantanée. Elle peut représenter une notion libérale et petite-bourgeoise imposée à toute la population. Une participation exagérée pourrait mener à un effondrement de l'unanimité, car tous les individus seraient "reliés dans leur isolement" tout en s'affairant à poursuivre leurs activités propres.

Comme la technologie fragmente les média, on devrait s'intéresser davantage à des publics bien déterminés. Ce phénomène se manifeste déjà à la radio et se manifestera à la télévision grâce aux systèmes de transmission par câbles. L'identité locale sera renforcée et il s'ensuivra pour la région une puissance accrue par rapport au gouvernement fédéral du Canada. Aux yeux de certains participants, il s'agit là d'une difficulté, mais d'autres soulignent la nécessité des distinctions régionales.

Les banques de données, la télévision sur demande et les appareils magnétoscopiques domestiques pourraient constituer le dernier cri en média individuels; mais les citoyens devraient aussi être en mesure de participer de façon créatrice. Comme le déclare un rapport d'atelier, "la tâche qui nous incombe consiste à créer une situation où le droit d'expédier un message par le truchement des média est admis comme un droit juridique, tout comme le simple droit de recevoir le message".

Nous sommes donc amenés au concept d'une "nation de producteurs" ou "de créateurs", selon l'expression de plusieurs participants. Les suggestions concrètes à ce sujet portent sur la radiodiffusion amateur exploitée par des groupes locaux, ainsi qu'une chaîne de studios de télévision "pour les citoyens", où n'importe qui pourrait enregistrer des messages destinés à être diffusés.

La clé d'une participation efficace réside dans la connaissance; sans elle les média resteront la chasse gardée d'une élite. On devrait "démystifier" la technologie et enseigner au public la façon de s'en servir. S'il est exact que la "civilisation du livre agonise sous nos yeux" ou du moins qu'elle décline et cède peut-être la place à une nouvelle civilisation audio-visuelle, le niveau d'instruction devrait donc être redéfini comme étant la faculté de lire et d'écrire au moyen de sons et d'images animées.

Avant de célébrer la venue de toutes les merveilles de la technologie nouvelle, on devrait exploiter à fond tous les outils dont on dispose déjà, y compris les services modestes tels que la poste dont les citoyens peuvent se servir en franchise dans leurs communications avec leur gouvernement. Au lieu d'élaborer des systèmes de référendums par ordinateurs, le gouvernement devrait se servir des techniques utilisées dans les recherches sociologiques. Et au lieu d'encourager la participation des masses, un atelier propose "de recourir aux voies dont nous disposons déjà - à savoir les partis politiques - et de donner aux membres l'accès à toute la technologie de l'information".

La nécessité d'une recherche poussée a été le "leit-motiv" de la plupart des discussions tenues en atelier. La recherche multidisciplinaire, impliquant une combinaison à parts égales des sciences sociales et naturelles, constitue la seule démarche valable. Plusieurs participants prônent la création d'une sorte de centre ou d'institut de recherches. Pour ce qui est des projets de recherche, les propositions concrètes ont été rares, sauf un projet d'étude sur les changements d'attitude provoqués par les média et notamment par les tribunes radiophoniques.

En conclusion, on peut citer deux autres commentaires choisis plus ou moins au hasard.

Proposition d'un participant: "Que le ministère des Communications licencie la moitié de ses ingénieurs pour les remplacer par des sociologues".

Un autre participant a tenté de pousser un sociologue à apporter une réponse précise à la question suivante: "Quels sont les objectifs sociaux que nous, en tant que techniciens, devrions poursuivre?" Et comme il ne recevait aucune réponse, il a

poursuivi: "Si vous ne précisez pas au concepteur des systèmes ce dont vous avez besoin, d'ici 15 ans, vous allez vous en prendre à lui - et il sera alors trop tard et pour lui et pour vous de faire quoi que ce soit pour redresser la situation".

ANNEXE A

Président du Séminaire: R. Gwyn, du ministère des Communications

Conférencier principal: Alan Westin, de l'Université Columbia

Président de la séance plénière: G. Beaugrand-Champagne

Participants (tables rondes):

1. Documentation technique

G. Bergeron, ministère des Communications
(président)

R. Latham, RTT*

K. Liang, Office National du Film

R. Mason, IBM Canada*

J. de Mercado, ministère des Communications*

2. Aspects politiques de la participation

D. Thomson, Université John Hopkins (président)*

Léon Dion, Université Laval*

R. Faibish, Bushnell TV*

P. Regenstreif, Université de Rochester*

3. Modes de participation sociale

G. Beaugrand-Champagne (président)

A. Rockman, Université York*

Vincent Ross, ministère de l'Éducation, Québec*

Don Snowden, Université Memorial*

4. Les mass média et la participation

A. Ouimet, Télésat Canada (président)

J. Craine, Radio-Canada*

Soucy-Gagné, Sorécom*

C. Templeton, CTV

5. Techniques de la participation créatrice

J. Cloutier, Université de Montréal (président)

A. Rockman, Université York

Louis Martin (animateur)

Présidents des ateliers: Alex Murray, Université York;
R. Montpetit, Centre national de
recherches
D. Hilton, de Montigny Marchand,
ministère des Communications

* Communications envoyées sur demande.

MANDAT

Etude 6 a) de la
Télécommission

Télécommunications et participation - Le droit d'être entendu

Objet: Examiner les moyens par lesquels la technologie et les systèmes de télécommunications peuvent accroître la participation des individus et des groupes, tant à l'élaboration des décisions qui les concernent que pour trouver des moyens créateurs d'expression propre.

